

PRÉLUDE A L'INSURRECTION...

RENFORCEMENT DES CADRES ET MISERE DU PEUPLE:

L'insurrection de Cronstadt eut lieu trois mois après la liquidation du dernier front de guerre civile en Russie européenne.

A l'issue victorieuse de cette guerre, la population laborieuse du pays, dans un état de famine permanente, était à la merci du régime dictatorial d'un Etat totalitaire, dirigé par un seul parti. Cependant la génération d'Octobre avait encore présents à la mémoire les mots d'ordre de la révolution sociale les poussant à l'édification d'un monde nouveau. Cette génération d'Octobre, qui comptait dans son sein des prolétaires remarquables avait consenti, le coeur serré, à abandonner momentanément ses mots d'ordre d'égalité et de liberté, les croyant sinon incompatibles, du moins difficilement applicables en temps de guerre. Mais, une fois la guerre victorieusement terminée, les prolétaires des villes, les matelots, les soldats rouges et les paysans laborieux, tous ceux qui versèrent leur sang durant la guerre civile, ne voyaient plus de raison à l'existence de la famine, et à la nécessité d'une soumission aveugle à une discipline aussi féroce. Celle-ci, si elle avait eu des excuses en temps de guerre, les perdait à présent.

Et pendant que les uns se battaient sur les fronts, les autres, les organisateurs de l'Etat renforçaient leurs positions, se détachant de plus en plus des travailleurs. La bureaucratie prenait des formes redoutables. L'Etat était dirigé par un seul parti qui incorporait de plus en plus d'éléments arrivistes. Par suite, un prolétaire, non-membre du parti dirigeant, valait, sur la balance de la vie quotidienne, infiniment moins qu'un ancien noble ou bourgeois, membre du parti. La critique libre n'existait déjà plus, et n'importe quel communiste pouvait déclarer contre-révolutionnaire un prolétaire défendant ses droits et sa dignité de classe.

La production industrielle et agricole baissait à une allure vertigineuse. Dans les usines, des matières premières étaient quasi absentes et les machines usées et non soignées; le prolétariat passait son temps à ruser avec la famine. Les vols dans les usines, devenus une sorte de compensation pour un travail misérablement payé, étaient chose courante, et cela malgré les fouilles quotidiennes que les fonctionnaires de la Tcheka faisaient à la sortie.

Les prolétaires qui avaient encore des attaches à la campagne, y allaient échanger des vivres contre de vieux vêtements, des allumettes ou du sel. Les trains étaient pleins de ces gens (*mechotchniki*) qui, à travers mille difficultés, amenaient des vivres vers les villes affamées. Et grande était la colère des prolétaires, quand les barrages de milice leur enlevaient la farine ou les pommes de terre qu'ils apportaient sur leur dos, pour ne pas laisser leurs gosses mourir de faim.

Soumis à la réquisition, les paysans semailent moins, malgré les menaces de famine consécutive aux mauvaises récoltes. Or, les mauvaises récoltes m'étaient pas rares, seulement, en temps ordinaire, la surface ensemencée était beaucoup plus grande, et les paysans pouvaient faire quelques réserves pour les années noires.

Nous pouvons donc résumer la situation d'avant l'insurrection de Cronstadt comme un formidable décalage entre les choses promises et la situation de fait. Ce décalage subi par une génération n'ayant pas encore perdu le sens des droits acquis du fait de la révolution forma le fond psychologique essentiel de la révolte.

Mais un conflit secondaire souleva également la flotte. Depuis la paix de Brest-Litovsk, le gouvernement avait amorcé une réorganisation totale de l'armée sur la base d'une discipline rigoureuse, incompatible avec le principe de l'éligibilité des officiers par les soldats; on y introduisait toute une gamme hiérarchique chassant l'esprit de démocratisation en vigueur au commencement de la révolution. Mais, dans la flotte, pour des raisons purement techniques, pareille réorganisation était impossible, vu que les éléments d'une certaine qualification technique ne pouvaient être remplacés par de nouvelles recrues. C'est pourquoi les anciennes mœurs révolutionnaires y persistaient et les marins y jouissaient encore du reste des libertés acquises en 1917.

Cet état des choses, en contradiction flagrante avec l'esprit régnant dans le reste de l'armée, ne pouvait durer; les divergences entre la base de la flotte et le commandement supérieur de l'armée s'accrochèrent, devenant brusquement aiguës avec la liquidation des fronts de guerre civile en Russie européenne.

Le mécontentement existait non seulement dans la masse des marins sans-parti, mais également parmi les matelots communistes. Les tentatives pour «discipliner» la flotte en y introduisant les «mœurs de l'armée» rencontrèrent, dès 1920, une active résistance de leur part. Un des auteurs de ces mesures disciplinaires, Zof, membre du Conseil révolutionnaire de guerre de la flotte Baltique, fut officiellement accusé par les marins communistes d'«esprit dictatorial». Le bureaucratisme, le décalage très prononcé entre la «base et le sommet» fut constaté à plusieurs reprises lors de la seconde *Conférence de l'organisation des marins communistes* en 1921. Cet état d'esprit se manifesta également avec vigueur lors des élections pour le 8ème *Congrès des Soviets* en décembre 1920, quand, à la base navale de Pétrograd, une grande partie des marins quittèrent démonstrativement la réunion électorale, protestant ouvertement contre l'envoi comme délégués de gens du sommet du *Politotdiel* et du *Comflotte* (c'est-à-dire de deux organisations qui détenaient entre leurs mains le contrôle politique de la flotte).

Le 15 février 1921, la seconde *Conférence communiste de la flotte Baltique* qui avait réuni 300 délégués vota la résolution suivante:

La seconde Conférence des marins communistes trouve que le travail du Poubalt (Section politique de la flotte baltique) se fait tellement mal qu'il est la cause des faits suivants:

1- Le Poubalt s'est non seulement détaché des masses, mais aussi des fonctionnaires actifs et s'est transformé en organe bureaucratique ne jouissant d'aucune autorité auprès des marins;

2- Dans le travail du Poubalt, on peut constater une absence totale de plan et système, ainsi qu'un manque de concordance avec le centre et avec les résolutions du 9ème Congrès du Parti communiste;

3- Le Poubalt s'étant entièrement détaché des masses du Parti a anéanti toute initiative locale et a transformé tout travail politique en paperasserie qui s'est répercutée d'une manière négative sur l'organisation des masses de la flotte; durant la période de juin à novembre, 20% des communistes ont quitté le Parti. Le fait s'explique par les méthodes et les procédés de travail erronés du Poubalt;

4- La Conférence suppose que les causes ayant déterminé ces faits se trouvent dans le principe même de l'organisation du Poubalt, et que ce principe doit être changé dans le sens d'une plus grande démocratie.

Une série de délégués ont exigé dans leurs discours la suppression totale des sections politiques de la flotte, mot d'ordre que nous retrouverons plus tard dans les résolutions des matelots de Cronstadt insurgés. Tel fut l'état d'esprit qui inspira «la fameuse discussion sur le mouvement syndical qui devait précéder le Xème Congrès panrusse du Parti communiste.

Dans la documentation de l'époque transparaît la volonté de certains chefs bolchéviks, parmi lesquels Trotski, non seulement de se fermer aux raisons du grand mécontentement qui régnait parmi les travailleurs et les combattants de la veille mais aussi et surtout d'appliquer leurs méthodes militaires à la vie quotidienne, notamment à l'industrie et dans les organisations syndicales.

Dans cette discussion, les marins de la flotte baltique adoptèrent un point de vue nettement opposé à celui de Trotski. Quand vinrent les élections au Xème Congrès du parti, la flotte baltique vota contre ses chefs directs: Trotski, commissaire du peuple de la guerre et de la marine et Raskolnikov, chef de la flotte baltique, tous deux d'accord sur la question syndicale.

En même temps, les marins protestèrent contre la situation générale en abandonnant en masse le Parti communiste. Ainsi, d'après les renseignements de Sorine, Commissaire de Petrograd, 5.000 marins abandonnèrent le parti au cours du mois de janvier 1921.

Il est hors de doute que la discussion à l'intérieur du Parti joua un grand rôle psychologique: vu l'importance de la question, la discussion déborda les limites strictes du Parti et s'étendit aux masses ouvrières, à l'armée et à la flotte. La critique passionnée avait joué le rôle d'un catalyseur; le prolétariat avait raisonné logiquement: si la discussion et les critiques étaient permises aux membres du Parti, pourquoi ne seraient-elles pas permises aux grandes masses qui venaient de supporter toutes les épreuves de la guerre civile?

Lors de son discours au Xème Congrès du Parti, Lénine exprima le regret d'avoir autorisé cette discussion: «*Ayant autorisé cette discussion, nous avons certainement commis une erreur*» dit-il, «*un tel débat fut nocif à la veille d'un printemps plein de difficultés*».

PETROCRAD A LA VEILLE DE CRONSTADT:

L'hiver 1920-1921 fut particulièrement dur à Pétrograd bien que la population eût diminué vers cette époque des deux tiers environ. Les vivres commencèrent à manquer peut avant la révolution de Février et davantage de mois en mois. La situation s'aggravait du fait que le département de Pétrograd avait été, de tout temps ravitaillé en grande partie par des importations provenant d'autres régions du pays. Durant la révolution l'économie rurale ébranlée dans cette région ne pouvait que dans une très faible mesure ravitailler la capitale. L'état catastrophique des moyens de transport rendait les importations impossibles. Enfin les antagonismes toujours plus aigus entre la ville et la campagne créaient des obstacles au ravitaillement citadin dans le reste du pays.

A ces circonstances s'ajoutaient la dégénérescence bureaucratique et la rapacité des organes du ravitaillement d'Etat. D'ailleurs le rôle de celui-ci dans le ravitaillement de la population était presque négatif. Si la population de Pétrograd n'est pas entièrement morte de faim à cette époque, c'est grâce à sa grande capacité d'adaptation. Elle se procurait les vivres en les prenant là où ils se trouvaient.

La Russie de l'époque pratiquait le troc. La campagne, malgré la diminution de l'étendue des cultures, avait encore quelques vivres, mais elle ne les donnait qu'en échange de produits qui lui manquaient : sel, allumettes, bottes, pétrole, etc. La population des villes se procurait par tous les moyens ces produits (en quantités minimales, faut-il ajouter, mais qui par suite de la disette générale présentaient une valeur effective) et les transportait à la campagne. En échange on ramenait sur le dos quelques kilos de pommes de terre et un peu de farine. Ainsi vivait-on tant qu'on échappait à la contamination de malades contagieux côtoyés surtout dans les trains. A cette époque ne circulaient que des trains de marchandises non chauffés, bondés d'hommes, sac à l'épaule. En route, ces trains s'arrêtaient souvent, faute de combustible, et les voyageurs descendaient alors pour charger des bûches.

Officiellement les marchés n'existaient plus, mais dans presque toutes des villes il y avait des marchés illégaux, semi-tolérés, semi-clandestins, où le troc s'effectuait. Un pareil marché existait aussi à Petrograd, quand brusquement, au cours de l'été 1920, sur l'ordre de Zinoviev, toute trace de commerce dut être liquidée.

Or l'Etat n'était nullement prêt à ravitailler la ville. Les quelques petites boutiques encore existantes furent néanmoins fermées et mises sous scellés. A partir de ce moment la famine n'étant plus atténuée par les capacités compensatrices de la population atteignit les limites extrêmes. Au mois de janvier 1921, d'après les données de la *Petrokommouna* (10), les ouvriers travaillant dans les industries à feu continu avaient droit à une ration de 800 grammes de pain noir, les ouvriers des groupes de choc à 600 grammes, les porteurs des cartes A.V. à 400 grammes et des cartes B à 200 grammes. Ajoutons que le pain noir était à cette date la nourriture essentielle de l'ouvrier russe.

Mais ces rations officielles n'étaient en réalité distribuées que très irrégulièrement et en bien plus

(10) *Petrokommouna*, service étatisé du ravitaillement de la ville de Petrograd.

faibles quantités. C'est ainsi que les travailleurs des transports, par exemple, ne recevaient que de 700 à 1.000 calories par jour et cela d'une façon irrégulière. En plus, les logements n'étaient pas chauffés et on n'avait ni vêtements ni chaussures.

D'après les données officielles les salaires des ouvriers de Petrograd en 1920 équivalaient à 8,9% des salaires de 1913 (ou 3,08 roubles mensuels en roubles marchandises).

La population fuyait la capitale; mais c'était la partie authentique du prolétariat qui restait la dernière ayant peu d'attaches à la campagne.

Tous ceux qui avaient encore des parents dans les villages allaient les rejoindre. Ce fait doit être noté pour démentir la version officielle qui veut expliquer la vague des grèves à Petrograd à cette époque par la présence d'éléments campagnards insuffisamment trempés par l'idéologie prolétarienne. Bien au contraire, c'étaient les prolétaires des villes qui fuyaient à la campagne et non les paysans qui venaient en ville. Les quelques milliers des *troudarmeïtzys* (11) se trouvant à Petrograd ne pouvaient modifier en rien ce tableau. Ce furent les prolétaires de Pétrograd ayant auparavant activement participé aux deux révolutions qui appliquèrent l'arme classique de la lutte de classe: les grèves.

La première grève éclate à l'usine Troubotchny le 23 février. Le 24 février les grévistes de cette usine organisent une démonstration de rue. Aussitôt Zinoviev envoie contre eux des détachements de kursanty (élèves-officiers). Les grévistes essaient d'entrer en communication avec les casernes appelées Finlandaises. En même temps les grèves s'étendent et le travail est abandonné dans l'usine Baltisky, l'usine Laferme et dans une série d'autres fabriques; ensuite la fabrique de chaussures Skorokhod arrête le travail, puis les usines Admiraldteïski, Georges Bormann, Metalicheski et le 28 février la grève commence également à l'usine et aux chantiers Poutilov.

Les grévistes mettaient en avant des mots d'ordre économiques tendant à organiser le ravitaillement; c'est ainsi que certaines usines exigeaient le rétablissement du marché, la circulation libre dans la zone de 50 kilomètres, la suppression des barrages de milice qui dépouillaient les ouvriers des quelques kilos de pommes de terre qu'ils réussissaient à se procurer.

Mais à côté de ces mots d'ordre économiques, plusieurs usines formulèrent des revendications purement politiques, comme la liberté de parole et de la presse et la libération des prisonniers politiques. Dans certaines de ces usines les grévistes refusèrent la parole aux communistes.

Face à l'état de misère de l'ouvrier russe qui cherchait légitimement une issue à l'impasse intenable où il se trouvait, Zinoviev (qui, d'après de nombreux témoignages se conduisait à Pétrograd en véritable satrape) ainsi que le servile comité local du Parti communiste, ne trouvèrent d'autre moyen de persuasion que des mesures militaires.

Il fallait prendre des mesures décisives de classe écrit Poukhov (12), l'historien officiel de la révolte de Cronstadt, *«pour avoir raison des ennemis de la révolution qui tentaient, en se servant d'une partie peu consciente du prolétariat, d'arracher le pouvoir à la classe ouvrière et à son avant-garde le Parti communiste»*.

C'est ainsi que le 24 février ils constituèrent un état-major spécial appelé Comité de Défense, composé de trois personnes: Lachévitch, Anzelovitch et Avrov; ce comité avait auprès de lui des fonctionnaires techniciens. Dans chaque quartier fut également organisé un «comité de trois» (*troïka*), composé: de l'organisateur du Parti du quartier, du commandant du bataillon communiste de la brigade territoriale, et du commissaire des cours d'officiers. De tels comités furent également organisés dans les districts et composés de l'organisateur du district du Parti, du président du Comité exécutif du soviet local et du commissaire militaire du district.

Le même jour le Comité de Défense proclame l'état de siège et fait afficher l'ordre suivant:

(11) *Troudarmeïtzys*: soldats des armées du travail.

(12) Poukhov: *La rébellion de Cronstadt en 1921*. Edition d'Etat. Jeune Garde 1931. Série: Stade de la guerre civile.

Ordre du Comité de Défense du rayon fortifié de Pétrograd:

Par arrêté du Comité exécutif du Petrosoviet du 24 février, le Comité de défense du rayon fortifié de Pétrograd est chargé de proclamer l'état de siège de la ville de Pétrograd.

En exécution de cet arrêté nous portons à la connaissance de la population de Pétrograd que:

*1- la circulation dans les rues de la ville est catégoriquement interdite après 23 heures;
2- sont interdits tous les meetings, attroupements et réunions, aussi bien en plein air que dans les locaux fermés, sans autorisation spéciale du Comité de Défense.*

Les personnes coupables de non-exécution de cet ordre seront jugées avec toute la sévérité des lois du temps de guerre.

Cet arrêté entre en vigueur dès sa promulgation.

Le commandant de la Région militaire de Pétrograd: Avrov.

Un membre du Conseil de Guerre: Lachévitch.

Le commandant du rayon fortifié de Pétrograd: Bouline.

En même temps on proclama une mobilisation des membres du Parti, on arrêta les grévistes les plus actifs, on mit en état de combat les détachements à destination spéciale et simultanément le 28 février on supprima les détachements de barrage opérant dans le département de Pétrograd.

LA RESOLUTION DES MARINS DE CRONSTADT:

Les marins de Cronstadt naturellement intéressés à tout ce qui se passait à Pétrograd y envoyèrent le 26 février leurs délégués afin de se renseigner sur le caractère des grèves. Cette délégation, visita toute une série d'usines et retourna le 28 février à Cronstadt. Le même jour l'équipage du bâtiment de guerre Petropavlovsk ayant appris la situation de Pétrograd vota la résolution suivante:

Ayant entendu les représentants des équipages délégués par l'Assemblée générale des bâtiments pour se rendre compte de la situation à Petrograd, les matelots décident:

1- Etant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, d'organiser immédiatement des réélections aux soviets au vote secret en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale;

2- D'exiger la liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les partis socialistes de gauche;

3- D'exiger la liberté de réunion et la liberté des organisations syndicales et des organisations paysannes;

4- D'organiser au plus tard pour le 10 mars 1921 une conférence des ouvriers sans partis, soldats et matelots de Pétrograd, de Cronstadt et du département de Pétrograd;

5- De libérer tous les prisonniers politiques des partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés des différents mouvements ouvriers et paysans;

6- D'élire une commission pour la révision des dossiers des détenus des prisons et des camps de concentration;

7- De supprimer tous les Politotdiel (Sections politiques) car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées ni recevoir de l'Etat des ressources dans ce but. A leur place doivent être créés des cercles culturels élus aux ressources provenant de l'Etat;

8- De supprimer immédiatement tous les détachements de barrage;

9- D'égaliser la ration pour tous les travailleurs excepté dans les corps de métiers insalubres et dangereux;

10- De supprimer les détachements de combat communistes dans les unités militaires et faire disparaître le service de garde communiste dans les usines et fabriques. En cas de besoin de ces services de garde les désigner par compagnie dans chaque unité militaire en tenant compte de l'avis des ouvriers;

11- De donner aux paysans la liberté d'action complète sur leur terre ainsi que le droit d'avoir du bétail qu'il devront soigner eux-mêmes et sans utiliser le travail des salariés;

12- De demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades coursantys de s'associer à notre résolution;

13- Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions;

14- Désigner un bureau de contrôle mobile;

15- Autoriser la production artisanale libre n'utilisant pas de travail salarié.

Cette résolution qui fut ensuite votée par l'Assemblée générale des marins de Cronstadt, ainsi que par des corps de soldats rouges et acceptée par la population ouvrière de cette ville servit de programme politique à l'insurrection; elle mérite donc une analyse spéciale.

ANALYSE DE LA RESOLUTION:

Les marins de Cronstadt ainsi que les grévistes de Petrograd se rendaient parfaitement compte que l'état économique de la Russie était en connexion directe avec la situation politique. D'ailleurs leur mécontentement était autant provoqué par la famine que par l'état politique. Les prolétaires russes étaient déçus dans leur grand espoir, les soviets, auxquels ils voyaient chaque jour davantage se substituer le pouvoir d'un seul parti, déjà dégénéré par l'exercice du pouvoir absolu et par les arrivistes qu'il avait absorbés. C'est contre le monopole de ce parti dirigeant, unique, qu'ils essaient de réagir dans leur résolution.

Le point 1 exprime l'idée commune aux meilleurs éléments des travailleurs russes: les soviets bolchevisés à l'extrême ne traduisaient plus la volonté des ouvriers et des paysans. D'où la revendication d'élections nouvelles s'opérant selon le principe d'égalité des tendances politiques.

Mais pour qu'une pareille régénérescence des soviets fût possible, il fallait que les différentes tendances influençant la vie politique et sociale des travailleurs trouvent la possibilité de s'exprimer sans crainte d'être calomniées et exterminées. De là vient naturellement l'idée impérative de liberté de parole et de presse, de réunion et d'organisation.

Rappelons qu'à cette date la population des campagnes était pratiquement nivelée, les koulaks étant dépossédés; ce serait une erreur d'affirmer qu'en autorisant à ce moment la liberté d'expression chez tous les paysans on donnait des droits politiques aux koulaks. En réalité ce n'est que quelques années plus tard qu'il fut proposé d'en haut aux paysans de s'«enrichir» et cela par Boukharine, alors idéologue officiel.

La résolution des Cronstadiens avait le mérite d'être claire, mais elle n'innovait rien; ses idées directrices se propageaient partout, volaient pour ainsi dire dans l'air même de la Russie. Pour les avoir exprimées d'une façon ou d'une autre des prolétaires et des paysans remplissaient déjà les prisons et les camps de concentration qu'on venait d'inaugurer. Les Cronstadiens n'abandonnèrent pas leurs camarades de lutte. Ils leur consacrèrent deux points de leur résolution: le point 6 montre qu'ils avaient l'intention de contrôler la justice soviétique qui ne donnait pas de garanties suffisantes d'objectivité. Ils témoignent donc d'un esprit de solidarité conforme aux meilleures traditions prolétariennes. Quand, en 1917, après les journées de Juillet, Kerensky arrêta la délégation baltique venue à Pétrograd, Cronstadt envoya aussitôt une délégation spéciale pour exiger leur libération. En 1921, cette tradition se renouait spontanément.

Les points 7 et 10 constituent une attaque contre le monopole du parti dirigeant, puisant dans le trésor de l'Etat, utilisant l'armée et les corps de police dans un but exclusif non contrôlable.

Le point 9, demandant la ration égale pour tous les travailleurs, réduit à néant l'accusation formulée en 1938 par Trotski (dans sa réponse à Wendeline Thomas) et qui disait que «*tandis que le pays avait faim, les Cronstadiens exigeaient des privilèges*».

Le paragraphe 14 pose de nouveau la question du contrôle ouvrier qui fut avant Octobre un des mots d'ordre les plus populaires du prolétariat. Les Cronstadiens comprenaient que le véritable contrôle avait échappé à la base et ils se proposaient de le remettre réellement en vigueur, alors que l'Etat bolcheviste tendait à le réaliser par un commissariat spécial, créé sous le nom d'*Inspection ouvrière et paysanne*.

A qui l'histoire a-t-elle donné raison?

Peu de temps avant la seconde rechute de la maladie, Lénine devait écrire dans la *Pravda* (du 28 janvier 1923): «*Parlons net, l'inspection n'a actuellement aucune autorité. Tous le monde sait qu'il n'y a pas de pire institution que notre inspection*». Ceci était dit un an et demi après l'écrasement de Cronstadt, Staline étant Commissaire du Peuple à l'inspection.

Enfin le paragraphe 11 reflétait les revendications des paysans avec lesquels les marins de Cronstadt restaient liés comme d'ailleurs le prolétariat russe tout entier. Cette liaison s'explique par l'histoire spécifique de l'industrie russe, qui à cause du féodalisme retardataire ne prenait pas ses origines dans l'artisanat. Les ouvriers russes dans leur grande majorité venaient directement de la paysannerie. Répétons-le une fois encore, les marins baltiques en 1921 n'étaient ni plus ni moins liés à la paysannerie qu'en 1917.

Dans leur résolution ils reprenaient un des grands mots d'ordre d'Octobre 1917 et limitaient leur soutien aux revendications paysannes concernant notamment le droit à la terre et au bétail pour les seuls paysans qui n'utilisaient pas de travail salarié.

En 1921, c'était là, en outre, une tentative pour résoudre la question du ravitaillement de la population qui, sous le régime des réquisitions forcées, finissait par mourir de faim.

Qu'y avait-il de contre-révolutionnaire dans ce mot d'ordre des Cronstadiens? Pouvait-il justifier la croisade panrusse dressée contre eux? Un régime s'affirmant ouvrier et paysan et qui ne désirerait pas recourir exclusivement au mensonge et à la terreur devrait nécessairement compter avec la paysannerie, sans perdre pour cela son caractère révolutionnaire. Les Cronstadiens d'ailleurs n'étaient pas seuls à formuler de pareilles revendications. Le mouvement makhnoviste existait encore en ce temps-là en Ukraine; ce mouvement paysan d'origine révolutionnaire formulait aussi ses revendications propres se basant sur le fait incontestable que la paysannerie ukrainienne avait largement contribué à chasser les hordes féodales et qu'elle avait donc ainsi conquis le droit de déterminer elle-même les formes de sa vie sociale.

Or malgré les affirmations très catégoriques de Trotski dépourvues de toute trace de preuve, le mouvement makhnoviste n'était nullement d'origine koulak. L'historien bolchéviste du mouvement, Koubanine, dans son livre édité par l'*Institut de l'histoire du Parti* confirme statistique à l'appui que ce mouvement avait pris naissance et s'était développé dans les districts où la paysannerie était la plus pauvre.

La makhnovchitna fut vaincue et écrasée avant de pouvoir donner des preuves concrètes de sa capacité créatrice. Le fait qu'elle sut créer ses formes propres de guerre civile laisse supposer qu'il y avait en elle des ressources inconnues.

En tout cas ce que nous pouvons affirmer sans erreur c'est que la sinieuse politique agraire des bolchéviks fut néfaste, puisqu'elle aboutit en 1931 (10 ans après Cronstadt) à la fameuse «dékoulakisation» des campagnes, qui coûta une famine atroce et des millions de vies humaines. Souvarine conclut, après une étude minutieuse de la question que «cinq millions de villageois au moins sans distinction d'âge et de sexe ont été chassés de leurs foyers voués à une misère inique et souvent à la mort (13)». Tout cela, d'ailleurs n'a pas donné de solution à la question paysanne car les kolkhozes semblent tenir uniquement par la contrainte et la force omnipotente du Guépéou. On peut supposer qu'il ne restera pas grand chose de ce «socialisme knoutoforme».

Enfin le dernier paragraphe 15, exigeant la liberté pour la production artisanale, n'avait visiblement pas un caractère de principe. La production artisanale devait, dans l'esprit des Cronstadiens, compenser l'absence d'une production industrielle tombée presque à zéro. Par cette revendication, les Cronstadiens cherchaient visiblement un palliatif à leur misère.

Ida METT.

(13) Souvarine: *Staline, aperçu historique du bolchevisme*, p. 980.